

Locateurs ou locataires
additionnels

FORMULAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT | EN DOUBLE EXEMPLAIRE

A

ENTRE LE LOCATEUR (écrire lisiblement)

ET LE LOCATAIRE (écrire lisiblement)

Nom

N°

Rue

App.

Municipalité

Code postal

N° de téléphone

Autre n° de téléphone (cellulaire)

Adresse de courriel

S'il y a lieu, représenté par

Nom

N°

Rue

App.

Municipalité

Code postal

N° de téléphone

Autre n° de téléphone (cellulaire)

Adresse de courriel

S'il y a lieu, représenté par

Les noms indiqués dans le bail doivent correspondre à ceux que le locateur et le locataire peuvent légalement utiliser.
Le terme « locateur » que l'on trouve dans le Code civil du Québec renvoie généralement au propriétaire de l'immeuble.

I

AVIS DE RÉSIDENCE FAMILIALE (art. 403, 521.6 et 521.24 C.c.Q.)

Un locataire **marié, uni civilement** ou en **union parentale** ne peut, sans le consentement écrit de son conjoint, sous-louer son logement, céder son bail ou y mettre fin lorsque le locateur a été avisé, par l'un ou l'autre des conjoints, que le logement loué sert de résidence familiale.

Avis au locateur

Je déclare être **marié, uni civilement** ou en **union parentale** avec

Nom du conjoint

Je vous avise que le logement faisant l'objet de ce bail servira de résidence familiale.

Signature du locataire ou du conjoint du locataire

Jour

Mois

Année

Tribunal administratif du logement

Reproduction interdite

Initiales du locateur

Initiales du locateur

Initiales du locataire

Initiales du locataire